

Précis d'économie objective

L'édition d'origine de ce livre utilise la même mise en page pour son rendu sur écran et sur papier (voir notifications ci-après).

La **table des matières** est en tête de livre. Ses pages sont numérotées en chiffres romains. L'édition d'origine, tant pour écran que sur papier, est au format A4.

Pour l'édition d'origine en pdf : 1) les pages **pdf 1 et 2** sont le recto et le verso de couverture ; 2) les pages **pdf 3 et 4** comportent le titre du livre et les présentes notifications ; 3) la **table des matières** commence à la page **pdf 5** et se termine à la page **pdf 11** ; 4) chaque ligne de cette table est un accès par clic ; 5) dans le corps de l'ouvrage, un soulignement signale un **lien numérisé** ; 6) chacun de ces liens envoie à un **contenu web** ; 7) des **sommaires contextuels** font partie de ces contenus web.

Pour une **utilisation commode de l'édition d'origine sur papier** uniquement, le numéro de la page à laquelle se trouve une série de notes de renvoi est indiqué en tête du passage qui comporte ces notes.

La fonction **[Trouver]** de www.lecodemain.net donne accès à un **index** d'environ 850 entrées.

L'**état le plus récent** de ce livre est consultable et enregistrable par le site www.lecodemain.net > Annonces – la plus récente > Deuxième lien aligné à droite : Édition pdf ou docx (lire l'info bulle attachée à chacune de ces options).

Après enregistrement de ce docx et suppression de ses deux premières pages (couverture et son verso), son envoi par courriel à une adresse <x>@kindle.com donne une bonne édition privée pour tablette Kindle Fire (le navigateur encore trop sommaire du Kindle Paper White ne procure pas le résultat complet programmé pour les notes de renvoi). L'utilisateur de cette conversion doit toutefois garder présent à l'esprit que les numéros de page intégrés au texte sont ceux des éditions d'origine numérique et sur papier.

La présente édition est celle dont l'enregistrement informatique par l'auteur date **du 22/11/2017**.

Dominique Michaut, dmichaut@lecodemain.net
Tous droits de commercialisation réservés

Table des matières

Avant-propos.....	1
Préface du professeur Jacques Bichot.....	5
Le signal d'alarme de l'actionnariat individuel en France.....	7
Partie I – Introduction à l'économie définie.....	11
Délimiter le champ	11
Les échanges sociaux.....	12
Les échanges économiques	13
Les transferts économiques	14
Le champ défini de l'économie objective.....	16
La voie libératrice de l'économie objective.....	17
Aller à l'essentiel.....	19
Huit questions principales	20
Quatre astreintes scientifiques	22
Un jeu de propositions premières.....	24
Les deux régulateurs du générateur	28
L'avenue du plein échange	31
Comprendre et croire	35
Je vous comprends bien, mais.....	36
En l'attente d'arguments d'autorité.....	37
Le cap à tenir plusieurs générations durant.....	38
Les ouvrages majeurs de Paul Fabra	41
Partie II – Propositions premières de science économique.....	43
Prologue.....	43
La science économique de base en douze chapitres	43
Chapitre 1 - L'économie	47
1.1. La pensée économique doit utiliser des définitions recevables en mathématique des ensembles finis.....	48
1.2. Disons « marchand », ou « économique », un échange d'un service ou d'un bien contre soit une quantité de monnaie soit un bien ou un service.	56
1.3. Tout don, volontaire ou forcé, d'une quantité de monnaie ou d'une autre chose ayant une valeur vénale, est un transfert d'un terme d'échange marchand.	58
1.4. L'économie définie a pour objet ce qui est spécifique aux échanges marchands et aux transferts de termes de ces échanges.....	60
1.5. Le champ de l'économie définie ne comporte que deux productions et aucune consommation.....	62

1.6. L'économie définie doit être d'abord étudiée sous l'hypothèse de la perfection monétaire.	64
1.7. Distinguons, en tant qu'échelles d'observation des phénomènes économiques, la mésonomie, la macronomie et la micronomie.	65
Chapitre 2 – La marchandise	67
2.1. Toute marchandise est le produit d'une dépense d'énergie humaine.	68
2.2. Le travail en tant que dépense d'énergie humaine n'est pas une marchandise.	70
2.3. La marchandise primaire est le travail en tant que produit d'une dépense d'énergie humaine.....	72
2.4. Une marchandise comprend toujours la fourniture d'un service.....	74
2.5. Une marchandise possède une valeur d'usage et une valeur d'échange.....	75
2.6. Les monnaies ayant cours ne sont pas des marchandises.	78
2.7. Les moyens élémentaires de toute production humaine sont du savoir accumulé, des ressources naturelles, du travail nouveau.....	80
2.8. Aucun des trois moyens élémentaires de production n'est une marchandise.....	81
2.9. Une marchandise est un objet qui a été mis en vente et qui n'a pas encore trouvé preneur.....	83
2.10. Tout objet qui est une marchandise a donc cinq propriétés.	84
2.11. Le plus souvent par monnaie interposée, les marchandises ne sont échangées que contre d'autres marchandises.....	86
2.12. L'ensemble des marchandises comprend deux sous-ensembles : celui des marchandises élémentaires et celui des marchandises composées.	88
2.13. Il y a deux sortes de marchandise élémentaire, l'une fournie par les travailleurs, l'autre par les épargnants.	89
2.14. Toute marchandise composée est produite au moyen de l'achat de plusieurs marchandises dont l'une est généralement l'ouvrage fourni par au moins un individu.....	91
2.15. Les entreprises ne vendent que des marchandises composées.	92
2.16. Seuls les particuliers vendent les deux sortes de marchandise élémentaire.	93
2.17. Seuls des particuliers et des associations non commerciales ont des revenus et épargnent.	94
2.18. L'ensemble des marchandises élémentaires qui sont des placements comporte deux sous-ensembles qui ont respectivement pour contreparties des intérêts et des profits.	96
2.19. Il y a deux sortes de marchandises composées : les marchandises rares et les marchandises industrielles.....	97
2.20. Les marchandises industrielles sont pour les unes produites en série et pour les autres dupliquées en série.	100
2.21. L'ensemble des marchandises comporte six sous-ensembles.	101
2.22. Les catégories d'échange économique sont les mêmes que les catégories de marchandises.	102
2.23. L'existence ou non d'un déterminant de tous les prix doit se déduire de l'étude des prix par catégorie de marchandise.....	103
2.24. Différentier prix et coûts répond à une nécessité.	104

Chapitre 3 – L'entreprise	105
3.1. L'entreprise est la seule entité qui n'existe que pour la pratique d'échanges marchands.....	106
3.2. Les entreprises ne sont pas inéluctablement asservies à un maximum à l'avantage de leurs propriétaires ou dirigeants.....	108
What Is a Business?	113
3.3. L'entreprise est un marché, organisé par une personne physique ou morale : l'entrepreneur.	117
3.4. Les principales responsabilités des entrepreneurs sont économiques et, ce faisant, sociales.	119
3.5. Bien qu'elles servent à collecter des recettes fiscales, les entreprises ne sont pas des sujets fiscaux.	120
3.6. Seules les entreprises vendent des marchandises composées.....	121
3.7. Une marchandise élémentaire n'est achetable que par les entreprises.	122
3.8. Quiconque met en location constitue une entreprise.	123
Chapitre 4 – La comptabilité	125
4.1. La théorie générale de la comptabilité économique est mésonomique.	126
4.2. La distinction entre stock et flux est un axiome de la comptabilité économique. ..	129
4.3. Les stocks des entités mésonomiques sont de financement et d'investissement. .	131
4.4. Les stocks de financement comportent en général une part non empruntée et une part empruntée.	132
4.5. Le stock des investissements d'une entité comporte souvent des placements et presque toujours des équipements.	134
4.6. Un « bilan » est la synthèse des comptes de stock.	136
4.7. Un « compte de résultat » est la synthèse des flux de produits et de charges.	138
4.8. En comptabilité générale, les amortissements d'équipement n'ont de raison d'être que pour les entreprises.	140
Chapitre 5 – Le capital	143
5.1. N'appelons « capital » que le financement à proprement parler permanent fourni directement à une entreprise par un épargnant ou plusieurs.....	144
5.2. Est, à proprement parler, « permanent » ce qui dure jusqu'à la fin.....	146
5.3. L'emploi univoque du substantif « capital » est possible et désirable.	147
5.4. Appelons « quasi-capital » un financement permanent d'entreprise lorsqu'il ne provient pas directement d'un épargnant.	149
5.5. Crédit et capital sont sur plusieurs points des contraires.	150
5.6. Le taux de capitalisation d'une entreprise importe plus que le montant de son capital.	152
5.7. Un « capital social » est, en économie définie, exclusivement celui d'une société commerciale.	153
5.8. Appelons « actions restituables » celles dont le seul mode de liquidation est leur remboursement par l'entreprise qui les a émises.	155

5.9. Appelons « actions négociables » celles dont le mode de liquidation le plus usuel est leur vente à un repreneur.	157
5.10. Des normes relatives au capital sont nécessaires à l'assainissement permanent de l'économie de marché.....	160
Chapitre 6 – Le profit.....	161
6.1. N'appelons « profit » que du bénéfice distribué en contrepartie d'une mise en capital ou quasi-capital.	163
6.2. Le profit est le dividende dans le cas des sociétés commerciales de toute sorte. ..	164
6.3. Les profits sont l'une des affectations des bénéfices des entreprises.....	166
6.4. Le profit est une nécessité objective.....	168
6.5. La distribution de la totalité des bénéfices des entreprises est sensée.	169
6.6. Normaliser la publicité des taux de profit sur capital est possible et nécessaire. ...	171
6.7. Un taux de profit, selon qu'il est sur capital ou sur vente, mesure une rentabilité ou une profitabilité.....	172
6.8. La publicité des taux moyens de profit sur capital incombe aux pouvoirs publics..	174
Chapitre 7 – L'emploi.....	177
7.1. Les augmentations de capital sont le moyen le plus sain de création d'emplois par les entreprises.	178
7.2. La possibilité d'une relation étroite entre stock national de capital et état de l'emploi est certaine.....	180
7.3. Le niveau du stock national de capital peut être le principal déterminant de la hauteur du stock d'emplois.....	181
7.4. La variation du taux moyen de profit sur capital peut participer à la variation du stock de capital.....	182
7.5. L'état de l'emploi tend à être la cause principale de l'oscillation du taux moyen de profit sur capital.	183
7.6. L'activation de la rétroaction EPCE est un acte majeur de politique économique..	185
7.7. La rétroaction EPCE dote l'économie de marché d'un dispositif permanent de relance.....	187
7.8. L'activation de la rétroaction EPCE renforce la tendance à l'égalisation et à la suffisance des taux de profit sur capital.	189
7.9. En finances publiques, le non-respect de deux règles de gestion nuit à l'emploi. ...	190
Chapitre 8 – La répartition	193
8.1. Appelons « revenu global » la somme du revenu total des placements d'épargne et du revenu total du travail.....	194
8.2. Le revenu total des placements peut être rendu suffisant.....	195
8.3. Deux refus d'évolution sur longue période gouvernent la répartition du revenu global.	196
8.4. Le revenu total du travail (RT) est ce qui reste du revenu global (RG) après constitution du revenu total des placements (RP).....	197
8.5. Une autre équation que $RT = RG - RP$ règle la répartition du revenu global.	198
8.6. N'appelons « rentabilité » qu'un taux de revenu ou de marge sur stock.....	199

8.7. N'appelons « productivité » qu'un rapport entre les montants monétaires d'un flux de ventes et d'un stock.	201
8.8. N'appelons « profitabilité » qu'un taux de revenu ou de marge sur flux.	203
8.9. Appelons « relation RPP' » le fait que toute rentabilité est égale à une productivité multipliée par une profitabilité.	205
8.10. Pays par pays, le revenu total du travail est déterminé par la rentabilité et la productivité des placements.	207
8.11. La tendance normale de la rentabilité des placements est à la stabilité.	208
8.12. La tendance normale de la productivité des placements est à la hausse.	209
8.13. La tendance normale de la profitabilité du revenu global est à la baisse.	211
8.14. La dynamique de la répartition du revenu global se prête à la maximisation du revenu total du travail.	213
8.15. Une retraite « par répartition » ne procure à ses bénéficiaires qu'un succédané de revenu car elle est en réalité par transfert.	217
8.16. Le revenu global vient au premier rang des agrégats économiques les plus significatifs.	218
Chapitre 9 – Le salaire	223
9.1. Appelons « salaire » tout revenu du travail et rien que du revenu du travail.	224
9.2. L'état de salarié n'est pas économiquement défini par un lien de subordination. .	225
9.3. Le salaire horaire moyen varie par pays en fonction du revenu total du travail du pays considéré.	226
9.4. La part patronale des cotisations qui ont pour assiette du salaire est une fiction dommageable.	227
9.5. Rendre les salaires comparables au sein d'un pays améliore le fonctionnement du marché de l'emploi.	229
9.6. Les écarts de salaires horaires règlent la répartition du revenu total du travail.	231
9.7. Régir la répartition du revenu total du travail incombe à la subjectivité collective.	232
9.8. L'ajustement par le prix de l'offre et de la demande d'emploi n'intervient que complémentirement dans la fixation des salaires.	233
9.9. La compensation de la faiblesse des bas salaires par de la redistribution est temporaire.	234
9.10. Les subventions à l'emploi renforcent des incapacités et faussent des prix particulièrement importants.	235
Chapitre 10 - L'intérêt	237
10.1. Le prix de la fourniture d'un crédit s'acquitte par le versement d'« intérêts »	238
10.2. Supposons établie la volonté collective d'un fort taux moyen national de capitalisation (TMNC).	239
10.3. Supposons instaurée la publication périodique du taux moyen national de profit (TMNP).	241
10.4. L'emprunt public au seul moyen d'un livret rémunéré à un taux inférieur au TMNP favorise un fort TMNC.	242
10.5. Les intérêts versés aux épargnants à des taux inférieurs au TMNP favorisent un fort TMNC.	243

10.6. Les intérêts facturés par les entreprises à des taux supérieurs au TMNP favorisent un fort TMNC.....	244
10.7. La centralisation du pilotage bancaire implique un renforcement de la réglementation financière.....	245
Chapitre 11 – Les prix	247
11.1. Ce chapitre ne traite que des prix, autres que des intérêts, auxquels les entreprises vendent.	248
11.2. Les rapports immédiats entre offre et demande ne régissent que certains de ces prix.....	249
11.3. Une entreprise juridiquement constituée comporte presque toujours une arborescence d'entreprises dans l'entreprise.	251
11.4. Comme les entreprises juridiquement constituées, les entreprises dans l'entreprise ont des coûts directs et dégagent une marge directe.	254
11.5. La répartition des coûts directs d'un atelier interne au prorata de quantités physiques est objective.	258
11.6. Au sein des entreprises juridiquement constituées, les entreprises dans l'entreprise ont des coûts communs.	261
11.7. Les entreprises dans l'entreprise sont l'objet d'investissements directs, tous très exactement financés de la même façon.	263
11.8. Des rentabilités, productivités et profitabilités directes sont de même appartenance.	268
11.9. La concurrence est défailante quand elle ne réduit pas les inégalités des rentabilités directes de même appartenance.	270
11.10. La répartition la plus compétitive des marges directes, et ce faisant des coûts communs, est souvent au prorata des investissements directs.	274
11.11. Les prix auxquels une entreprise vend sont suffisants quand, pour cette entreprise, les rentabilités directes de même appartenance sont égales.....	279
11.12. Tous les prix, salaires et profits inclus, n'ont en commun que d'être des valeurs d'échange marchand.....	281
Chapitre 12 – La monnaie.....	285
12.1. Instrument empirique et ne pouvant que le rester, la monnaie est serve.	286
12.2. La croissance liée premièrement aux placements directs en capital social est un point fort.	290
12.3. La croissance liée deuxièmement au respect de deux règles de gestion du prélèvement public est un point fort.	291
12.4. Le plein échange salarial et la répartition assumée du revenu total du travail sont deux points forts.	292
12.5. L'activation de la tendance à l'égalisation des rentabilités de même appartenance est un point fort.	293
12.6. Les taux de change entre les monnaies A, B, etc. varient d'autant plus lentement que dans les pays ou zones monétaires A, B, etc. les cinq points forts sont établis.	294

Partie III – Orientations majeures de politique économique.....	297
Renouer avec l'essentiel.....	301
1. Lier premièrement la croissance aux placements directs en nouveau capital social.	303
2. Lier deuxièmement la croissance au prélèvement public, soumis d'un commun accord à deux règles.....	308
3. Faire varier le poids des investissements publics en fonction de la conjoncture.....	311
4. Tenir le plus important résultat budgétaire chroniquement excédentaire.....	314
5. Ne plus lier la croissance et la compétitivité à la précarisation de l'emploi et à la baisse du coût du travail.	321
Assainir le marché du capital.....	327
6. Instaurer trois publicités et deux séries d'analyse statistique sur la rentabilité et le financement des entreprises.....	328
7. Réduire le taux de l'impôt payé par les entreprises sur leurs bénéfices distribués jusqu'à rendre ce taux nul.....	331
8. Établir des plafonds de quasi-capital puis les abaisser progressivement.	339
9. Désagréger et prévenir les concentrations qui font obstacle à l'égalisation des rentabilités de même appartenance.....	341
Assainir le marché du travail	345
10. Abroger la fiction des cotisations patronales.....	346
11. Assumer le partage du revenu total du travail par les écarts de salaire.....	351
12. Ramener les retraites par transfert à un système unique par points.	356
Libérer la société civile	362
13. Ouvrir les privatisations à des sociétés par actions restituables.	363
14. Poursuivre jusqu'à son terme la désétatisation des fournitures commercables de sécurités économiques.....	365
Conclusion des trois parties	367

Avant-propos

Le « foisonnant » (Raymond Barre, 1974) *Essai de réhabilitation de l'économie politique* [1] de Paul Fabra « ne vise à rien de moins qu'à un renversement de perspective de la pensée économique actuelle ». [2] L'économie objective en ligne de mire de ce changement de cap a pour propriété d'être vraiment définissable. Bien davantage qu'il n'y paraît à première vue, c'est émancipateur de la tutelle née académiquement néoclassique, devenue politiquement néolibérale.

Cette tutelle et d'autres influences idéologiques font que nous avons hérité du **refoulement de l'économie politique objective**, ce qui nous éloigne de vérités techniques et politiques de grande importance sociale.

1. En économie, la mathématisation trop peu astreinte à la catégorisation précise d'objets et d'actes repose sur l'insuffisance de l'analyse primitive des faits.

La théorie économique de base peut pourtant être construite au moyen de définitions recevables en logique des ensembles finis. Le négliger expose à des erreurs d'autant plus lourdes de conséquences qu'elles sont primordiales. L'*Introduction à l'économie définie*, première partie de mon ouvrage, puis le chapitre 1 de sa deuxième partie, *Propositions premières de science économique*, argumentent ce choix de méthode.

Les historiens de la pensée économique disposent d'une documentation surabondante pour débusquer les tentations qui ont détourné de ce choix et retardé des mises au point élémentaires. Quand, par exemple, il est question de revenus et de transferts ou de charges et d'investissements de quoi s'agit-il au juste ? Plus le vocabulaire commun à la pensée et à la pratique de l'économie est précis et concis, mieux il joue sa fonction de bien public.

2. Le propre de l'économie réside d'abord dans ce qui est spécifique aux échanges dont l'un des deux termes est de l'argent.

L'autre terme est évidemment constitué de services et de biens, mais tous ces derniers ne s'échangent pas contre de l'argent. Disposer pour cet autre terme d'une appellation générique aide à coller aux réalités pérennes que la pratique intensive des échanges économiques a en propre d'entretenir. L'usage tend à donner au substantif « marchandise » cette acception générique.

Toutefois, de la notion de marchandise ne s'extraît une définition, au sens de ce concept en logique des ensembles finis, que si elle conduit à l'inventaire exhaustif des catégories d'échange économique. L'installation dans les fondations de la science économique de la théorie de la marchandise pourvoit à cette nécessité, d'où ici le chapitre 2, sur la marchandise, des *Propositions premières de science économique*. L'évitement de plusieurs erreurs fondamentales s'en trouve facilité. Le travail en tant que dépense d'énergie

humaine, les savoirs, les ressources naturelles et les monnaies ayant cours ne sont pas des marchandises, en dépit des assertions subjectivistes qui conduisent à soutenir le contraire.

3. Une autre erreur fondamentale s'en trouve plus difficile à perpétuer.

Son origine est dans la question, à première vue bien posée : d'où vient la cherté plus ou moins grande des services et des biens qui s'échangent contre de l'argent ou en nature (troc) ? Une réponse posée d'entrée de jeu afin d'en tirer une théorie des prix amorce une pétition de principe, cette faute qui consiste à tenir pour en définitive démontré ce qui ne l'a pas été.

La parade substitue à la question trop générale l'analyse des chertés par catégories homogènes de marchandise, en commençant par celles qui, primaires, procurent les revenus proprement dits. Mais, pour ce faire sans se laisser piéger par des contrevérités devenues des lieux communs, prendre appui sur une théorie de la marchandise ne suffit pas. Trois autres conceptions se prêtent en effet à des falsifications initiales : celle de l'entreprise, celle de la comptabilité, celle du capital.

4. La politique économique est l'enfant naturel de la science économique.

Les préalables qui viennent d'être indiqués ouvrent la voie au discernement de ce qui est de façon assurée vrai non seulement sur le profit et sur l'emploi mais aussi sur la répartition la plus globale des revenus, sur le salaire, sur l'intérêt, sur les prix auxquels les entreprises vendent, sur la monnaie. Une fois ce chemin fait, au moment de l'énoncé d'une politique économique l'essentiel de ce qui est spécifique aux échanges et aux transferts économiques se tient mieux ensemble, en même temps que se dégagent avec plus de clarté les raisons pour lesquelles les erreurs et les lacunes de la théorisation de base du système économique rendent le gouvernement de ce dernier dispensateur d'effets pervers et d'égarements collectifs.

Le lecteur qui aura bien voulu s'initier à l'économie objective en étudiant les deux premières parties de mon ouvrage le constatera au cours de son examen de la troisième et dernière partie, *Orientations majeures de **politique économique***.

• Écran, papier, écran

L'ouvrage comporte 176 sections (préface non comprise). La première section est le présent avant-propos, la dernière est la conclusion des trois parties. Sur le site lecodemain.net, chaque section comporte en haut de page web la fonction **[Importer (pdf)]**. Son activation charge un exemplaire complet de l'ouvrage dans un onglet du navigateur. De là, ce PDF peut aussi bien être enregistré sur disque ou clé USB qu'imprimé. [\[3\]](#)

Dans les utilisations possibles de la copie téléchargée, en sus de l'impression complète ou partielle sur papier et de l'enregistrement sur disque ou clé USB, il y a la lecture à l'écran d'une tablette ou, après une éventuelle conversion complémentaire, d'une liseuse. [\[4\]](#)